



CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AU SRI LANKA

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEUR·EUSES DE L'HABILLEMENT ?

OCTOBRE 2023

ANALYSE

achACT



achACT agit aux côtés de celles et ceux qui fabriquent nos vêtements. Nous travaillons à l'amélioration des conditions de travail et au soutien des luttes des travailleuses et travailleurs de l'industrie mondialisée de l'habillement. Nous représentons le réseau international Clean Clothes Campaign en Belgique francophone. Nous coordonnons une plateforme d'organisations membres.

achACT est une organisation reconnue en éducation permanente par la Fédération Wallonie Bruxelles, sur les axes 3 (service, outils, recherche) et 4 (sensibilisation, information, campagne). Nous proposons d'alimenter une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société visant la participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique à travers la production d'analyses et d'outils pédagogiques en partant des enjeux humains de l'industrie de l'habillement.

Tous nos outils sont disponibles sur
www.achact.be/ressources/

Avec le soutien financier de



INTRODUCTION

Le Sri Lanka compte parmi les pays d'Asie du Sud dont l'économie repose en grande partie sur l'industrie textile et de l'habillement. Depuis plus d'une année et demi, le pays est touché par une crise politique et économique de taille dont l'impact ne cesse de fragiliser les populations. Les travailleur·euses de l'habillement du pays subissent cette crise de plein fouet. Leurs droits fondamentaux sont continuellement menacés tant par la crise elle-même que par les réponses politiques qui lui sont apportées. Les organisations syndicales indépendantes du pays sont mobilisées depuis des mois pour protéger les droits des travailleur·euses.

Cette analyse a pour objet de donner un bref aperçu des enjeux en présence en vue de favoriser l'expression d'un soutien à l'égard des travailleur·euses sri lankais·es de la confection. Pour ce faire nous commencerons par présenter brièvement l'industrie de l'habillement sri lankaise (partie 1.). Nous tenterons ensuite d'exposer les conséquences de(s) la crise(s) sur les travailleur·euses concerné·es (partie 2.) Nous reviendrons enfin sur les revendications portées par les organisations syndicales locales (partie 3.).

1. L'INDUSTRIE TEXTILE SRI LANKAISE ET SES CONDITIONS DE TRAVAIL

Au Sri Lanka, le secteur de l'habillement s'est développé dans les années 1960 mais c'est la libéralisation de l'économie du pays à partir de 1977¹, ainsi que la création d'une zone franche² qui ont favorisé son essor. Le secteur du vêtement occupe une place incontournable et comptait pour plus de 40% des exportations du pays en 2022³. Les principales destinations des vêtements manufacturés au Sri Lanka étaient alors : les États-Unis pour 41.71%, le Royaume-Uni pour 12.83% et l'Italie pour 9.12%⁴. La Belgique figurait au 7ème rang des marchés d'exportation du pays, pour 3,31%⁵. Les revenus des exportations du textile et de l'habillement s'élevaient à plus de 5,5 milliards de dollar US⁶.

Le secteur de la confection emploierait environs 300.000 travailleur-euses directs et 600.000 travailleur-euses indirects, des femmes majoritairement⁷.

La position stratégique du secteur textile et de l'habillement dans l'économie du Sri Lanka ne s'accompagne pas nécessairement de bonnes conditions de travail pour ces milliers de personnes. Comme l'indique War on Want⁸ : « Les salaires des travailleur-euses restent bas, les conditions de travail médiocres, et les droits des travailleur-euses et normes environnementales garantis par la loi sont largement ignorés ou érodés par les employeurs - avec peu ou pas de conséquences. Cette situation a créé un « nivellement par le bas » afin de rendre les opportunités d'investissement plus attrayantes pour les multinationales. »

Le Sri Lanka figure d'ailleurs dans la 4ème catégorie de l'Index des droits dans le monde réalisé annuellement par la Confédération syndicale internationale : des violations systématiques des droits des travailleur-euses⁹ y sont observées.



© Elisa Fiore, Sri Lanka 2009

¹ <https://blog.bizvibe.com/blog/textiles-and-garments/apparel-industry-in-sri-lanka>

² <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2008-4-page-115.htm?ref=doi>

³ <https://tradingeconomics.com/sri-lanka/exports-by-category>

⁴ <https://www.srilankaapparel.com/data-center/market-wise-performance/>

⁵ <https://www.srilankaapparel.com/data-center/market-wise-performance/>

⁶ <https://www.srilankaapparel.com/data-center/yearly-performance/>

⁷ <https://www.ips.lk/wp-content/uploads/2019/11/Policy-insights-Chap-14.pdf>

⁸ More debt won't solve Sri Lanka's debt crisis», War on Want, 2022 <https://waronwant.org/news-analysis/more-debt-wont-solve-sri-lankas-debt-crisis>

⁹ <https://www.globalrightsindex.org/fr/2023/countries/lka>

2. D'UNE CRISE À UNE AUTRE, LES TRAVAILLEUR·EUSES PAIENT LE PRIX

Crise sanitaire Covid-19

La crise sanitaire Covid-19 a largement affecté les travailleur·euses des filières mondiales de production de vêtements, y compris, donc, les travailleur·euses sri lankais·es.

Propagation fulgurante du virus dans les usines forcées de rester ouvertes¹⁰, salaires partiellement ou totalement impayés, primes non perçues, pertes massives d'emplois, le tout sans indemnités de licenciement. Les conséquences dramatiques de la crise sanitaire sur les conditions de vie et de travail des travailleur·euses de la confection ont, en effet, été multiples, y compris au Sri Lanka¹¹. À l'époque, l'écart salarial potentiel estimés pour les travailleur·euses sri lankais·es s'élevait à 38,35 milliards de LKR (194,7 millions de dollars US) en raison des indemnités de licenciement non versées pendant la pandémie¹².

Les marques donneuses d'ordre, acheteuses des usines sri lankaises, ont brillé par l'absence de responsabilisation face aux conséquences de la crise sanitaire sur les conditions de travail dans leurs filières. L'impact a également été important pour les organisations syndicales locales qui ont dû faire face à encore davantage d'entraves à l'exercice de leur liberté d'association.

«Pendant le COVID, les acheteurs ont ignoré tous leurs codes de conduite et leurs engagements, ils ont retiré leurs commandes et ont demandé des remises à leurs fournisseurs. Ils ne se sont pas soucié des droits du travail et de la liberté d'association» témoignait Anton Marcus, Secrétaire général conjoint du syndicat Free Trade Zones and General Services Employees Union (FTZ&GSEU)¹³.

Par ailleurs, la crise sanitaire semble avoir été le prétexte pour nombre de gouvernements, notamment des pays producteurs de textiles et de vêtements, d'accélérer encore un peu la dérégulation des droits du travail. En mars 2021, l'Asia Floor Wage Alliance indiquait déjà: «Au cours des cinq dernières années, les gouvernements au Cambodge, en Inde, en Indonésie et au Sri Lanka ont dérégulé le droit du travail et de l'emploi en remplaçant la totalité ou la plupart des lois existantes. Rien ne prouve que la déréglementation du travail et de l'emploi stimule la productivité des travailleurs ou la croissance économique. Pourtant, les gouvernements, soutenus par l'industrie, initient des changements radicaux qui réduisent le pouvoir des travailleurs à chaque occasion. [La crise sanitaire] Covid-19 a révélé toute l'étendue des impacts de la dérégulation du travail sur les moyens de subsistance des travailleurs.»¹⁴.

Crise économique et politique

Le Sri Lanka est actuellement touché par une sévère crise économique et politique. Cette crise latente depuis plusieurs années, voire décennies, s'est révélée au sortir

¹⁰ <https://www.hrw.org/news/2021/07/12/sri-lanka-protect-garment-workers-rights-during-pandemic>

¹¹ <https://cleanclothes.org/file-repository/coc-still-underpaid-report-2021-web-def.pdf/view>

¹² «Still un(der) paid : How the garment industry failed to pay its workers during the pandemic", 2021, page 50.

¹³ «Unpicked fashion & freedom of association» du Business & Human Right Center https://media.business-humanrights.org/media/documents/2022_Unpicked_Fashion_and_FOA.pdf, 2022, page 5.

¹⁴ «Garment workers under threat from labour deregulation in Asia», Business & Human rights <https://media.business-humanrights.org/media/documents/Labor-Deregulation-Asia-March-2021-Final-Draft-24-March1.pdf> page 6.

de la crise sanitaire et de ses conséquences sur l'économie ainsi que des conséquences de la guerre en Ukraine. En cause également, la dette publique extérieure du Sri Lanka, devenue insoutenable pour le pays¹⁵. Les taux d'inflation records ainsi que la dévaluation de la monnaie poussent des centaines de milliers de personnes dans une extrême pauvreté¹⁶.

Pénuries de nourriture, de carburant, de médicaments, d'autres produits essentiels, coupures d'électricité, etc. plongent le pays dans une situation catastrophique. Les foyers dont les revenus sont les plus bas, ce qui est le cas des milliers de travailleur-euses de la confection du pays, sont particulièrement touchés. Une baisse générale des commandes des marques et des enseignes de mode a entraîné une chute dans les heures de travail et heures supplémentaires ce qui a un impact conséquent sur les revenus. La flambée des prix a rendu certains aliments essentiels inaccessibles. En mars 2023, le Programme alimentaire mondial estimait que 17% de la population sri lankaise était en situation d'insécurité alimentaire et près des deux tiers de la population adoptent des stratégies d'adaptation pour nourrir leurs familles comme emprunter de l'argent ou puiser dans leurs économies durement gagnées¹⁷.

Depuis le début 2022, la gravité de la situation du pays a entraîné un soulèvement de la population violemment réprimé.¹⁸

Concernant la dette extérieure du pays, un premier plan de renflouement du Fond Monétaire International a été adopté en mars 2023¹⁹ ce, malgré un large appel à son annulation émanant tant d'experts internationaux en développement²⁰ que des organisations syndicales sri lankaises affiliées à IndustriALL. Ces dernières, demandant « que tous les prêteurs bilatéraux, multilatéraux et privés partagent le fardeau de la restructuration [de la dette], car le pays ne peut l'assurer seul et a besoin d'un soutien et d'une solidarité internationale plus importants²¹»

Les propositions du gouvernement de restructuration de la dette extérieure et de réformes du droit du travail ne cessent de cibler les populations et les travailleur-euses les plus précaires et ignorent les mécanismes démocratiques et de consultation en vigueur²². Au menu du détricotage des acquis sociaux : la suppression de la journée de travail de 8 heures, l'extension des horaires jusqu'à des journées de 16 heures sans heures supplémentaires, la suppression de la protection contre les licenciements abusifs, le démantèlement des dispositions protégeant le droit à la syndicalisation et à la négociation collective effective, ou encore, la suppression de la protection de la maternité et des interdictions relatives au travail des enfants.

Selon Anton Marcus, co-secrétaire du Free Trades Zones & General Services Employees Union, le plus gros syndicat du secteur de l'habillement : « Si ces réformes sont adoptées, elles déclencheront un nivellement par le bas des droits du travail au Sri Lanka, ce qui nuira aux travailleurs ordinaires, en particulier aux femmes du secteur de l'habillement, qui sont souvent les seuls soutiens de leurs familles. Elles seront à la merci de leurs employeurs, contraintes d'accepter des horaires plus longs ou de travailler plus souvent la nuit par crainte de perdre leur emploi et le peu de salaire qu'elles peuvent gagner. Nous sommes encouragés par le fait que des or-

¹⁵ <https://www.cncd.be/Crise-de-la-dette-des-pays-du-Sud>

¹⁶ <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/6052/2022/en/> page 5.

¹⁷ <https://www.wfp.org/countries/sri-lanka>

¹⁸ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/09/sri-lanka-authorities-crackdown-on-protest-rights-must-end/> et https://www.fidh.org/IMG/pdf/sri_lanka802aweb.pdf

¹⁹ <https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-le-sri-lanka-parvient-enfin-a-debloquer-l-aide-du-fonds-monetaire-international>

²⁰ <https://www.aljazeera.com/economy/2023/1/23/is-debt-cancellation-the-way-forward-for-sri-lanka>

²¹ <https://www.industrialunion.org/public-appeal-to-cancel-sri-lankas-debt>

²² <https://cleanclothes.org/news/2023/statement-on-the-crisis-faced-by-garment-workers-in-sri-lanka>

ganisations du monde entier, y compris des syndicats, expriment également leurs inquiétudes à propos de ces réformes. La solidarité internationale avec les travailleurs du Sri Lanka est vraiment importante en ce moment.²³»



© IndustriALL, 2023

3. CONTESTATIONS ET REVENDICATIONS

Dans ce contexte particulièrement hostile, les travailleur-euses de l'habillement et leurs organisations syndicales luttent depuis le début de la crise pour faire respecter leurs droits.

Manifestations, rassemblements, actions à échelle des usines, interpellations politiques, en dépit de la forte répression, le mouvement social s'organise et résiste à la machine infernale qui précipite la mise en péril des acquis sociaux.

Au cœur des revendications syndicales : le projet de réforme impliquant des modifications du droit du travail en contradiction flagrante avec les normes fondamentales du travail internationalement reconnues²⁴. Les syndicats soulignent que toute révision de la législation du travail au Sri Lanka devrait nécessiter un processus consultatif approfondi, au cours duquel les travailleur-euses et leurs représentant-es syndicaux élus sont entendus. Nommer une commission indépendante crédible à laquelle participeraient des experts, tels que l'Organisation internationale du travail, fait partie des possibilités amenées par les organisations syndicales qui demandent que tout processus de consultation puisse inclure les quatre syndicats illégalement retirés du Conseil consultatif national du travail en juin 2023²⁵.

²³ <https://labourbehindthelabel.org/press-release-protesters-denounce-anti-worker-reforms-in-sri-lanka/>

²⁴ <https://www.industriall-union.org/fr/les-syndicats-sri-lankais-protestent-contre-les-decisions-anti-ouvrieres-du-gouvernement>

²⁵ <https://cleanclothes.org/news/2023/statement-on-the-crisis-faced-by-garment-workers-in-sri-lanka> et <https://www.industriall-union.org/attack-on-trade-union-rights-in-sri-lanka>

Par ailleurs, les syndicats appellent à ce que la restructuration de la dette intérieure ne fasse pas payer le prix de la crise aux travailleur·euses en visant les Fonds de pension ou l'augmentation des impôts²⁶.

Hugo Boss impassible face au démantèlement des syndicats dans sa filière

Sur ce fond de crise, les entreprises de l'habillement ne sont pas en reste, l'exemple des travailleur·euses de l'usine Lanka Leather témoigne de leur absence de responsabilisation. En effet, depuis près de trois ans, les travailleur·euses de la filière d'approvisionnement de la marque de luxe Hugo Boss, employé·es par l'usine Lanka Leather luttent contre le démantèlement de leur syndicat. Les travailleur·euses rapportent être poussé·es à atteindre des objectifs de production irréalistes, que les pauses toilettes sont insuffisantes et qu'il n'y a pas de repas gratuit, comme l'exige la loi. Cherchant à remédier à ces conditions et ne disposant d'aucun mécanisme interne pour résoudre ces problèmes, les travailleur·euses ont formé un syndicat, dans le but de rejoindre le Free Trade Zone and General Services Employees' Union (FTZ&GSEU). Dès le départ, le syndicat a été accueilli avec hostilité, la direction de Lanka Leather refusant de reconnaître le syndicat et de rencontrer ses représentant·es. Depuis mars 2021, plusieurs travailleur·euses associé·es au syndicat ont été licencié·es dans ce qui semble être des tentatives d'obstruction et d'intimidation. Leurs revendications étant restées lettre morte, les travailleur·euses se sont tourné·es vers Hugo Boss, l'un des principaux clients de Lanka Leather. Plusieurs lettres ont été échangées entre le syndicat et Hugo Boss, qui affirme prendre «très au sérieux» les allégations d'entrave à la liberté syndicale et se vante de favoriser l'émancipation des femmes au sein de sa main-d'œuvre. Plus de 70 % des travailleur·euses de Lanka Leather sont des femmes, qui luttent pour joindre les deux bouts et comptent parmi les personnes les plus vulnérables au Sri Lanka. Malgré ses affirmations, Hugo Boss n'a pourtant pris aucune mesure significative pour inciter Lanka Leather à reconnaître le syndicat, s'appuyant sur des inspections inadéquates de l'usine pour se décharger de toute responsabilité²⁷.

²⁶ <https://cleanclothes.org/news/2023/statement-on-the-crisis-faced-by-garment-workers-in-sri-lanka>

²⁷ <https://cleanclothes.org/news/2023/garment-workers-in-hugo-boss-supply-chain-fight-union-busting-in-context-of-sri-lanka-crisis-1>

CONCLUSION

Dans ce contexte de crise économique, politique et sociale, les attaques à l'encontre des travailleur·euses de la confection du Sri Lanka et de leurs droits fondamentaux sont multiples.

Les organisations syndicales indépendantes du pays continuent d'œuvrer pour préserver les droits en vigueur et éviter une détérioration plus grande encore des conditions de travail et d'existence des centaines de milliers de personnes concernées.

Ce détricotage des acquis sociaux et cet accroissement des inégalités témoigne une fois de plus combien la précarité engendrée par le modèle économique de l'industrie de l'habillement met au défi les travailleur·euses du bout de la chaîne qui subissent de plein fouet les différentes crises.

L'expression de la solidarité à l'égard des travailleur·euses du Sri Lanka est cruciale sur tous les plans. Tout effort de pression tant sur les marques et enseignes de mode qui bénéficient depuis plusieurs décennies d'une main d'oeuvre à bas coût, que sur les gouvernements, l'Union européenne, ou les instances internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), ou l'organisation internationale du travail (OIT), est nécessaire pour éviter aux travailleur·euses de payer le prix des crises.



ANALYSE PROPOSÉE PAR L'ASBL ACHACT

Écriture **Sanna Abdessalem**, achACT asbl

Relecture **Zoé Dubois**, achACT asbl et **Denis Clérin**, achACT asbl

Crédits photo de couverture: © FTZ&GESU demonstration 2022, IndustriALL
Graphisme **Fabrizio De Barelli**

Avec le soutien financier

